

L'islam en Europe : quelles influences des pays du Golfe ?

Samir Amghar, Khadiyatoulah Fall

L'influence des pays comme l'Arabie saoudite ou le Qatar en Europe s'appuie sur des réseaux à la fois financier, idéologique et politique

L'objectif n'est pas d'exercer une tutelle idéologique sur l'islam européen, mais de créer un réseau de clientèle et de promouvoir une visibilité de leur politique étrangère

Le poids des pays du Golfe ne doit pas masquer le poids symbolique croissant de la Turquie comme actrice majeure de l'islam en Europe

Une question surgit assez souvent lorsque la problématique de l'islam en Europe est évoquée : existe-t-il des islamistes nourrissant un projet politique sur le Vieux Continent ? Plusieurs intellectuels, en tête desquels se trouvent la française Caroline Forest, l'italienne Oriana Fallaci, la britannique Bat Ye'or ou l'algérien Mohamed Sifaoui disent oui. Le projet politique expansionniste de l'islam serait porté par des pays de la péninsule arabique comme l'Arabie saoudite ou encore le Qatar qui sont accusés de vouloir exporter un islam « réactionnaire », incompatible avec les valeurs des sociétés européennes et surtout considéré comme la matrice idéologique du jihadisme contemporain. Les millions d'euros alloués par ces pays pour la construction de mosquées et de centres islamiques confortent, selon eux, cette analyse. Même si l'on ne peut pas nier une certaine influence de ces pays, il faut reconnaître que celle-ci reste marginale et résulte surtout des discours de prédication religieuse inspirée de certains pays de la péninsule arabique. Cette influence s'appuie sur des réseaux à la fois financier, idéologique et politique. Le présent article entend rendre compte de la réalité de l'emprise idéologique des pays du Golfe sur l'islam européen.

Depuis l'implantation de l'islam en Europe, beaucoup de projets de construction de mosquées et de

centres d'éducation islamique ont été financés par les pays de la péninsule arabique. Si l'aide allouée peut s'élever à plusieurs millions d'euros, elle ne provient pas directement des États, mais plutôt de mécènes privés ou d'organisations non gouvernementales qui octroient des dons à titre de la *zakat*.

En France, plusieurs de ces projets de construction de mosquées européennes ont été financés par le Qatar, le Koweït et l'Arabie saoudite. Par le truchement de l'organisation non-gouvernementale qatarienne, la Qatar Charity (fondée en 1992), pas moins de sept projets de centres islamiques sont financés dans le pays. La future mosquée de Mulhouse a ainsi bénéficié d'un million d'euros. Le lycée privé Averroès à Lille (nord de la France) a aussi bénéficié d'un soutien. En général, ce sont les réseaux des Frères musulmans en Europe qui profitent des financements de la Qatar Charity, suspectée par ailleurs de soutenir le jihadisme sous couvert de l'aide humanitaire. Les investissements de cette ONG en Europe s'élèveraient à presque 130 millions d'euros. Afin d'avoir un regard serré sur la gestion de tous ces projets (écoles, centres islamistes, médias, etc.), l'ONG qatarienne a créé en 2014, un bureau à Londres pour superviser ses activités en Europe (https://blogs.media-part.fr/mohamed-louizi/blog/310815/le-qatar-et-l-ecole-d-allah-le-cas-du-lycee-averroes#_ftn11).

Une autre ONG, sous tutelle saoudienne, s'active aussi dans le rôle d'argentier dans des projets de constructions de centres islamiques en Europe (elle est, par ailleurs, active dans 37 pays d'Asie et d'Afrique dans lesquels elle a construit près de 7 000 mosquées). Il s'agit de la Ligue islamique mondiale, fondée en 1962 (Samir Amghar, *L'islam militant en Europe*, Infolio, 2012). Gérant plusieurs mosquées à travers l'Europe de l'Ouest (Vienne, Kensington, Genève, Bruxelles, etc.), elle participe aussi au financement d'autres mosquées ailleurs en Europe, notamment celle de Sarajevo. Elle distribue des livres du Coran et d'autres ouvrages de référence sur l'islam et organise de nombreuses conférences et des cours islamiques, souvent gratuitement, attirant ainsi dans son sillage des personnes désireuses d'acquiescer une éducation religieuse.

Ces financements ne sont pas uniquement déterminés par une allégeance idéologique. En effet, les bénéficiaires de ces dons ont la liberté de définir l'orientation idéologique de l'islam qu'ils souhaitent promouvoir. Celle-ci sera dans la plupart des cas, bien loin de l'islam salafiste des pays du Golfe. En effet, les mosquées financées par la Ligue islamique mondiale ne professent pas un islam salafiste. Ainsi, la mosquée du Centre islamique et culturel de Bruxelles, contrôlée par la Ligue a, à sa tête, un imam d'origine sénégalaise, apparte-

Samir Amghar, senior fellow à l'European Foundation for Democracy (Bruxelles) et chercheur affilié à l'Université du Québec à Chicoutimi (Canada); Khadiyatoulah Fall, professeur titulaire de la Chaire inter-culturelle (CERII) à l'Université du Québec.

nant au soufisme, courant de l'islam pourtant exécuté par les salafistes. L'objectif de ces financements n'est pas d'exercer une tutelle idéologique sur l'islam européen, mais souvent de créer un réseau de clientèle et d'allégeance non critiques à l'endroit de l'Arabie saoudite ou du Qatar. Ces financements religieux participent ainsi à promouvoir une meilleure visibilité de la politique étrangère saoudienne ou qatarienne, sous la figure d'un mécénat auprès des musulmans européens. Ces financements intègrent donc une « stratégie du bouclier », une logique défensive de construction d'une identité de la part des pays donateurs, pour amener les bénéficiaires à les considérer comme des bienfaiteurs auprès des musulmans d'Europe. Ces financements contribuent ainsi à entretenir le rayonnement symbolique de l'Arabie saoudite ou du Qatar, grâce au soutien financier qu'ils accordent aux associations musulmanes.

Si l'influence politique des pays du Golfe ne s'observe pas dans les mosquées et les centres islamiques qu'ils financent à coup de millions d'euros, elle est cependant visible dans les pratiques religieuses quotidiennes des fidèles qui tendent de plus en plus à définir ces pratiques de l'islam à l'aune de la doxa religieuse venant du Golfe. Ainsi, le port de tenues vestimentaires chez certains musulmans européens telles que le *jilbab*, *niqab*, *qamis* ou encore la volonté de déterminer le début et la fin du mois de ramadan, par la vue (à l'œil), conformément à l'approche littéraliste prônée par les pays du Golfe.

Cette sensibilité religieuse est également le produit de l'influence diffuse des chaînes satellitaires saoudiennes ou égyptiennes, telles Iqra (Lis), al-Majd (la grandeur), al-Hikma (la sagesse), ar-Rahma (la miséricorde), al-Hâfez (le gardien) (Husam Tamam, « Le salafisme, comme une voie pour dépasser le post-modernisme », Olfa Lamoum (dir.), *Les Cahiers de l'Ifpo*. Presses de l'Ifpo, 2010) ou encore de la politique de traduction massive d'ouvrages de théologiens salafistes en anglais, en français, en allemand ou bien encore de la multiplication des sites internet prônant une lecture de l'islam identique à celle pratiquée en Arabie saoudite ou au Qatar.



Mosquée du Centre islamique et culturel de Bruxelles contrôlée par la Ligue islamique mondiale. / PHILIPPE HUGUEN/AFP/GETTY IMAGES

Outre ces vecteurs, l'influence repose aussi sur le nombre grandissant d'Européens diplômés d'universités islamiques saoudiennes ou de centres islamiques au Yémen, qui reviennent dans leurs pays d'origine pour devenir des chaînes de l'islam des pays du Golfe. En effet, grâce à des bourses et de bonnes conditions d'études, l'Arabie saoudite a réussi, à partir des années soixante-dix, à attirer des étudiants du monde entier dans ses universités islamiques dont celle de Médine, réservée aux étudiants étrangers. Près de 160 nationalités s'y côtoient. Chaque année, le Royaume offre une bourse à cinq Belges pour aller étudier à Médine et souvent ils deviennent ensuite des prédicateurs. Les services des ambassades saoudiennes en Europe organisent des sélections d'admission dans ces universités. L'étudiant, une fois son cursus terminé, revient auréolé de son diplôme, en devenant surtout un vecteur de propagation de l'islam saoudien et une autorité religieuse écoutée par les jeunes, dont plusieurs voient en l'Arabie saoudite le centre par excellence du savoir islamique. Les meilleurs étudiants ont également la garantie d'intégrer les réseaux des mosquées tenues par la Ligue islamique mondiale en Europe. Grâce à ses réseaux, ces diplômés invitent régulièrement leurs anciens professeurs à venir en Europe y donner des

séminaires ou autres conférences, dans des villes où la présence musulmane est significative (Birmingham, Marseille, Paris, Rotterdam, etc.).

Pour conclure, si le soutien financier est important, il n'est cependant pas principalement motivé par la recherche d'une inféodation doctrinale à l'islam prôné dans les pays du Golfe. Au-delà du religieux, le projet d'influence paraît avant tout orienté par des logiques relevant d'intérêts stratégiques d'ordre national. Il nous semble que l'exportation d'un islam « conservateur, dogmatique, réactionnaire » n'est pas une priorité en soi. Les pratiques religieuses des musulmans européens sont certes de plus en plus marquées par cet islam conservateur, mais il faut aussi tenir compte du fait que d'autres pays musulmans commencent à avoir une influence religieuse doctrinale plus pesante. Le poids des pays du Golfe dans la structuration du champ islamique européen ne doit pas masquer l'influence symbolique grandissante de la Turquie comme actrice majeure de l'islam en Europe, surtout depuis l'accession au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan. Le Dyanet (Présidence des affaires religieuses de la Turquie) multiplie ses implications dans les projets de mosquées et de centres islamiques en Occident (Washington, Strasbourg, etc.). ■